Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

11 janvier 2005
N°248 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

« SÉCURITÉ JURIDIQUE » CONTRE « DROITS DE L'HOMME »

L'escroquerie du siècle : Bechtel contre les Boliviens

Le géant états-unien Bechtel parviendra-t-il à réaliser l'escroquerie du siècle ? Après avoir acquis la concession de distribution des eaux dans une région bolivienne, il a conduit l'administration locale à remettre en cause son contrat en augmentant brusquement ses tarifs de 300 %. Puis, il a porté plainte devant la Banque mondiale pour rupture unilatérale et réclame 25 millions de dollars d'indemnités correspondant aux profits qu'il escomptait engranger en 40 ans. Elisabeth Peredo de la Fundación Solón s'insurge contre ce racket du peuple bolivien organisé avec la complicité du gouvernement et de la Banque mondiale.

page 2

Chronique d'une victoire prévue

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Michel Rocard assure qu'il a pu vérifier l'appétit de démocratie du peuple palestinien. Une affirmation qui est interprétée différemment selon les camps : pour certains, les Palestiniens en étaient jusqu'ici empêchés par Israël, pour d'autres par Arafat. Avant même que le résultat ne soit connu, Yossi Beilin le proclamait et se félicitait d'avoir désormais un interlocuteur sur mesure : Mahmoud Abbas.

page 6

REPÈRE : 8 JANVIER 2001

« La justice, pas la vengeance »

En 1993, deux garçons de 10 ans, Jon Venables et Robert Thompson, s'emparent du petit James Bulger, 2 ans, qui a échappé à la surveillance de sa mère dans un centre commercial de Liverpool. Ils l'entraînent dans un terrain vague et le torturent longuement avant de le battre à mort. Vite identifiés par la police, ils seront condamnés à 10 ans de prison. Ayant passé toute leur adolescence en prison, la Haute Cour britannique décide, le 8 janvier 2001, de les libérer prématurément afin de leur éviter « *d'être transférés vers l'atmosphère corrosive de la prison pour adultes* ». L'émotion est grande et la presse à scandales multiplie les articles vengeurs. Le procureur décide alors d'accorder l'anonymat à vie aux deux adolescents, interdisant que leur nouvelle identité soit jamais rendue publique. Le juge Butler-Sloss déclare face aux hurlements de l'opinion publique : « *Il existe un réel danger que la vie de ces deux criminels ayant purgé leur peine soit menacée par des actes de vengeance populaire. La justice a été rendue, le lynchage ne fait pas partie de notre système juridique. La justice, c'est la punition, ce n'est pas la vengeance - même dans le cas d'un crime aussi horrible que la mort du petit James Bulger* ». ■

UN ÉDITORIALISTE VENDU À BUSH POUR 240 000 DOLLARS (TARIF US)

Les enquêteurs du quotidien *USA Today* ont découvert que l'un des éditorialistes du journal et par ailleurs chroniqueur de télévision, Armstrong Williams avait été corrompu par l'administration Bush. Le célèbre journaliste avait empoché 241 000 $ pour vanter la réforme de l'Éducation publique auprès du public, et notamment de la communauté afro-américaine.

Il s'avère que ces pots-de-vin ont été versés par l'entremise de la société de relations publiques Ketchum Inc., laquelle disposait d'une enveloppe d'1 000 000 de $ pour acheter des « *relais d'opinion* ». Outre ses éditoriaux, M. Williams pigeait à CNN et disposait de ses propres émissions sur les chaînes chrétiennes comme le Liberty Channel du pasteur Jerry Falwell ou le Sky Angel, ainsi que sur les chaînes locales du Sinclair Broadcast Group.

La corruption des journalistes influents est une pratique courante de l'administration Bush. Au départ réservée aux étrangers (600 millions de dollars de pots-de-vin pour des journalistes et intellectuels européens en 2001), elle s'est étendue aux nationaux. Une affaire similaire avait déjà été découverte l'année dernière. ■

« Sécurité juridique » contre « Droits de l'homme »

L'escroquerie du siècle : Bechtel contre les Boliviens

Le géant états-unien Bechtel parviendra-t-il à réaliser l'escroquerie du siècle ? Après avoir acquis la concession de distribution des eaux dans une région bolivienne, il a conduit l'administration locale à remettre en cause son contrat en augmentant brusquement ses tarifs de 300 %. Puis, il a porté plainte devant la Banque mondiale pour rupture unilatérale et réclame 25 millions de dollars d'indemnités correspondant aux profits qu'il escomptait engranger en 40 ans. Elisabeth Peredo de la Fundación Solón s'insurge contre ce racket du peuple bolivien organisé avec la complicité du gouvernement et de la Banque mondiale.

Nous, Boliviens, allons devoir payer 25 millions de dollars pour en finir avec l'affaire Aguas del Tunari. « *Le pays est sur le point de perdre (...) Nous ne voyons pas beaucoup d'issues (...) Ne pas respecter la sécurité juridique a des conséquences non seulement pour un secteur du pays, mais pour tous les Boliviens et nous devrons en assumer les conséquences dans les semaines qui viennent* » a prévenu le porte-parole de la Présidence [1], José Galindo [2].

Ces déclarations méritent que l'on s'y attarde, s'agissant d'un fonctionnaire de

gouvernement qui devrait en premier lieu défendre nos droits devant le CIRDI (Centre International pour le règlement des différents relatifs aux investissements) de la Banque Mondiale et face au monde entier.

Le porte-parole, sûr de lui et catégorique sur l'éventualité de perdre le procès intenté par la holding Bechtel, actionnaire de référence d'Aguas del Tunari, a prononcé ces mots, il y a quelques semaines, tout en sachant que le jugement n'était pas dans sa phase définitive, mais aussi et très probablement pour effrayer les organisations sociales des Andes quant à leurs revendications sur les eaux d'Illimani . Il a profité également de l'occasion pour commenter la loi relative aux investissements des multinationales dans le secteur des hydrocarbures, et dire qu'il n'est pas bon que nous votions une loi qui remette en cause leurs intérêts dans ce pays.

Quel est l'intérêt du porte-parole à nous mettre au pied du mur ? Mettons les choses au clair et rappelons que Aguas del Tunari exige de nous 25 millions de dollars, bien que ce consortium n'ait pas investi plus d'un million de dollars en Bolivie. Ces pénalités correspondent à ce que la firme « *escomptait* » gagner en 40 ans de contrat. Elle nous poursuit au nom de ses « *projections de profits* » pour « *expropriation de bénéfices à venir* », dans le cadre de la « *sécurité juridique* » instaurée pour favoriser les grandes entreprises dans le monde aux dépens - tant que faire se peut - des budgets publics.

Mais, ces poursuites de la part d'une transnationale sont elles justes et fondées ? Aguas del Tunari est un consortium regroupant plusieurs entreprises : quatre petits associés boliviens et un espagnol, le tout dirigé par l'états-unien Bechtel. Toutefois le procès a lieu comme s'il s'agissait d'une entreprise néerlandaise. En quoi Aguas del Tunari est néerlandaise ? En rien. Bechtel, qui est à l'origine de la procédure devant le CIRDI, est on ne peut plus états-unienne. Ses bureaux n'ont jamais quitté San Francisco. Il s'agit d'une transnationale très puissante, administrée par l'ancien secrétaire d'État George P. Schultz, qui a fait campagne pour la conquête de l'Irak et y a raflé la majorité des contrats de reconstruction [3].

Cette entreprise n'a été en charge du service que quelques mois, n'a pas réalisé d'investissements, a augmenté les tarifs de 40 % à 300 % et, dans sa recherche du profit maximum, a créé les conditions d'un conflit social de grande ampleur qui non seulement a affecté le droits à l'eau des usagers et irriguants de la région, mais de surcroît a eu pour conséquence une intervention militaire qui a affecté tout le pays, et s'est soldée par la mort d'un jeune homme, des dizaines de blessés et plusieurs prisonniers à Cochabamba.

Bechtel, connaissant et tirant profit de la fameuse « *sécurité juridique* » à laquelle fait référence avec tant d'insistance le porte-parole, a déménagé son siège social des Îles Caiman aux Pays-Bas, fin 1999. À cette date, le contrat de concession était déjà signé avec l'État bolivien, avec l'assentiment complice de la Surintendance d'assainissement de base (Office des eaux).

Ce « *déménagement* » s'est opéré pour profiter d'un Traité bilatéral d'investissements que la Bolivie et les Pays-Bas ont signé, de sorte que Bechtel nous poursuit aujourd'hui devant la Banque mondiale en tant qu'entreprise

néerlandaise ! Il est clair que la procédure devant le CIRDI est totalement immorale et injuste et porte atteinte aux droits d'un pays pauvre [4] dont le Produit national brut est inférieur de moitié au chiffre d'affaires de cette entreprise. Si l'État bolivien disposait librement de ces 25 millions, il pourrait apporter une réponse aux besoins en eau et en assainissement de base, au moins à Cochabamba.

Le rôle joué par la Banque mondiale est pour le moins troublant. C'est elle qui a poussé le gouvernement à privatiser l'eau à Cochabamba. Elle est co-responsable du conflit social qui s'est produit. Elle est maintenant juge et partie en instruisant les poursuites engagées par Bechtel contre la Bolivie dans une commission d'arbitrage au sein de laquelle la société civile ne peut se défendre, ni même témoigner. Cette commission d'arbitrage est composée d'un représentant de l'entreprise, un de la Banque mondiale et un du gouvernement bolivien (nous voyons déjà comment il nous défend !).

Le gouvernement devrait savoir que des citoyens états-uniens, militants des Droits de l'homme, ont eu le courage d'aller manifester devant les portes du CIRDI contre cette agression de Bechtel envers la Bolivie. Ils ont publiquement invité les membres du CIRDI à discuter de la pauvreté dans notre pays afin de les amener à rejeter la demande de Bechtel. Quelle confiance pouvons-nous avoir dans des dirigeants qui ont entaché l'image du pays en donnant la charge contre des manifestants en quête de justice et de souveraineté et qui ne faisaient que pointer les sérieux problèmes apportés par la privatisation de nos services et de nos ressources naturelles ?

Mais le porte-parole de la Présidence ne cesse de nous surprendre, il va encore plus loin en nous disant : « *Maintenant, devrons-nous faire payer tous les Boliviens pour ne pas avoir respecté la stabilité juridique du pays, le Département de Cochabamba devra-t-il payer parce qu'il a décidé de rompre avec cette compagnie ou bien devra-t-il engager des poursuites pour établir les responsabilités ?* ».

Selon lui, les Boliviens doivent se battre entre eux pour déterminer qui est coupable, et devraient par ailleurs engager des poursuites judiciaires pour désigner qui va payer la facture. C'est une façon grossière de criminaliser la protestation sociale. Ce sont ceux qui ont signé un tel contrat qui usurpent les ressources en eau des populations indigènes de la région. Ce sont eux qui méritent d'être jugés, eux qui ont attribué le contrat à Aguas del Tunari bien qu'aucune autre entreprise n'ait répondu à l'appel d'offres. Mais peut-on encore parler d'appel d'offres ? Ils ont adopté un profil bas lorsque Aguas del Tunari a illégalement changé l'adresse de son siège social pour bénéficier du Traité bilatéral d'investissements avec les Pays-Bas.

Ce sont les autorités qu'il faut condamner, celles qui signent des contrats réduisant la population bolivienne et particulièrement la plus pauvre et humble à ne pas accéder à l'eau à moins de la payer au prix fort, avec des tarifs indexés au dollar et des retours sur investissement faramineux pour les multinationales. Alors cette supposée « *sécurité juridique* », qu'on invoque à tort et à travers, porte atteinte à nos droits et à notre dignité. Ceux qui l'invoquent avec tant d'emphase et manque de discernement offensent notre intelligence.

Au-delà des clauses en petits caractères des contrats, de leurs annexes et des astuces pour tirer le plus grand profit possible de ces circonstances, le fait d'abandonner le droit à l'eau au secteur marchand génère toute une chaîne de violations des droits humains comme les rappelle l'expérience d'une femme de Cochabamba : « *un service privatisé affecte notre économie familiale et finit par devenir une sombre affaire entre les mains d'une poignée d'individus* ».

Il semblerait que la Bolivie ait déjà dépensé plus d'un million de dollars de ses fonds publics pour les seuls honoraires d'avocats et divers voyages au CIRDI à Washington, c'est-à-dire plus que n'a dépensé le consortium en Bolivie.

Le gouvernement bolivien a adhéré au Pacte international sur les Droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU, lequel suppose que l'eau - qui est une condition pour la réalisation d'autres droits humains - « *doit être considérée comme un bien social et culturel et non comme un bien économique (...) C'est une condition pour la réalisation d'autres droits* », selon le Comité des Nations unies pour les droits économiques et sociaux (résolution du 27 novembre 2002).

Espérons que ce soit ce Pacte de l'ONU, et pas d'autres traités, qui régira la conduite et l'éthique de nos dirigeants quand ils devront répondre aux conflits entre sécurité juridique des multinationales et Droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement.

Elizabeth Peredo
Fundación Solón (La Paz)

---

[1] Depuis la démission du président élu, la Bolivie est dirigée à titre interimaire par Carlos-Diego Mesa-Gisbert. Les dernières élections locales ont été marquées par la victoire du Mouvement vers le socialisme d'Evo Morales.

[2] Conférence de presse du 19 novembre 2004, citée dans *Los Tiempos* du 20 novembre 2004.

[3] Voir « La guerre comme stratégie industrielle » et « Le partage des marchés afghan et irakien » *Voltaire* du 19 mars 2003 et du 14 novembre 2003.

[4] Le produit national brut de la Bolivie était de 21 milliards de dollars en 2003. Le revenu annuel par habitant était de 2 400 $.

Chronique d'une victoire prévue

Analyse

Alors que l'opinion publique mondiale observe la disparité des aides financières apportées par les États développés aux populations d'Asie victimes du Tsunami, le secrétaire d'État Colin Powell vante dans *Gulf News* l'ampleur de l'effort états-unien. Selon lui, le second mandat Bush sera marqué par le développement de l'aide au développement, au point d'atteindre 65 % de l'aide du G7 aux pays pauvres dès 2006.
Le ministre français des Finances, Hervé Gaymard, n'a pas les mêmes chiffres. Dans un entretien au *Figaro*, il affirme que c'est la France qui est la première donatrice pour le développement, avec 0,42 % de son PIB.
C'est en définitive Sideny Blumenthal, l'ancien collaborateur de Bill Clinton, qui livre la clef de ces contradictions dans le *Guardian*. Il note que le président Bush et son administration ont mis plusieurs jours pour proposer leur aide à l'Asie. Les sommes qu'ils ont finalement lâchées relèvent en réalité de la communication, d'où le recrutement de Bush père et de Bill Clinton pour « vendre » cette bonne image. La triste réalité, c'est que les Etats-Unis sont surtout préoccupés de soutenir la répression de la guérilla d'Aceh par les militaires indonésiens. Paul Wolfowitz, ancien ambassadeur en Indonésie, ne pouvait pas manquer l'occasion du Tsunami pour déployer des troupes.
En se transformant en collecteurs de dons, les médias grand public ont renoncé à leur travail d'information au point d'ignorer la reprise des combats à Aceh.

Deux anciens ministres socialistes français, Hubert Védrine et Henri Nallet, plaident dans *Le Monde* pour une réforme de l'ONU. Ils présentent une variante des propositions du Comité des 16 sages en ce qui concerne la création et l'attribution de nouveaux sièges permanents au Conseil de sécurité. Dans cette affaire, où rivalisent au moins une dizaine de projets concurrents, on serait bien

en peine d'expliciter les critères de choix, tant il est évident que chacun entend composer un Conseil selon ses affinités. Les deux auteurs apportent en outre une idée peu débattue : la transformation du Conseil économique et social et la création d'une assemblée consultative des ONG. Ce dernier point ne peut qu'inquiéter : les organisations non-gouvernementales n'ont généralement de non-gouvernementales que le nom. Elles sont pour la plupart financées par des États et représentent les intérêts de leurs bailleurs. Donner des sièges au Conseil à des États du tiers-monde et renforcer le pouvoir des États développés par le biais des ONG qu'ils soutiennent revient à donner d'une main et à reprendre de l'autre.

L'un des principaux observateurs internationaux des scrutins présidentiel et local palestiniens, Michel Rocard, assure dans *Le Monde* qu'ils sont sincères et qu'il a pu vérifier au passage l'appétit de démocratie du peuple palestinien. Une affirmation qui est interprétée différemment selon les camps : pour certains, les Palestiniens en étaient jusqu'ici empêchés par Israël, pour d'autres par Arafat. Avant même que le résultat ne soit connu, Yossi Beilin le proclamait dans le *Los Angeles Times, l'International Herald Tribune* et *Le Monde*. Le président du Yahad se félicitait à l'avance d'avoir désormais un interlocuteur sur mesure : Mahmoud Abbas.
On peut interpréter cette préscience de trois manières différentes. Soit le résultat était évident et donc prévisible ; soit le jeu était convenu d'avance ; soit aucun autre résultat n'était possible. C'est cette troisième interprétation que choisit Natan Sharansky dans *Ha'aretz*. Le président du Yisrael B'Aliyia Anglos considère qu'il n'y avait pas plus de suspens que dans les élections soviétiques. Elles étaient sincères, mais il n'y avait qu'un parti.
Certains observateurs ont relevé que le changement d'équipe simultané à l'Autorité palestinienne et en Israël avait été annoncé et décrit dans les colonnes d'*Intelligencia* dès juin dernier, c'est-à-dire avant la maladie et le décès inexpliqué du président Arafat.
Enfin, l'ambassadeur Dennis Ross, du WINEP, explique dans *Gulf News* que l'évolution politique des protagonistes et la médiation égyptienne ne suffisent pas. Elles appellent et facilitent l'intervention des États-Unis.

Pour sa part, Terje Roed-Larsen, un des architectes des accords d'Oslo, appelle dans le *Daily Star* Israël à ne pas rejeter la main tendue de la Syrie. Mais, qui se hasardera à Tel-Aviv à prendre le contre-pied de Washington ?

Réseau Voltaire

Colin L. Powell

Colin L. Powell (Le valet de cœur du régime Bush) est secrétaire d'État des États-Unis. Il a été assistant aux affaires de Sécurité nationale du président Reagan (1987-1989) et chef d'état-major de l'armée états-unienne (1989-1993) sous la présidence de George Herbert Walker Bush.

« L'Amérique a une obligation morale à aider au développement des nations pauvres »

Source : Gulf News
, Le Monde
Référence : « America has a moral obligation to help develop poor nations », par Colin L. Powell, *Gulf News*, 5 janvier 2005.
« L'aide au développement des pays pauvres, une obligation morale », *Le Monde*, 7 janvier 2005.

Maintenant que George W. Bush a un second mandat, il va poursuivre son objectif de développement économique des pays pauvres avec la même détermination qui a rendu possible la libération de l'Irak et celle de l'Afghanistan. George W. Bush se place ainsi dans la lignée de John F. Kennedy qui créa l'USAID en 1961.
Aider les sociétés pauvres à prospérer fait partie depuis longtemps de nos objectifs internationaux, mais il s'agit d'une tâche difficile car il n'y a pas que le facteur économique qui entre en jeu. Le développement, la démocratie et la sécurité sont inextricablement liés. Le développement est également au cœur de notre sécurité car il y a un lien entre la pauvreté et le terrorisme. Peu de terroristes sont pauvres, mais la frustration née de la pauvreté peut laisser la place à l'extrémisme.
Les causes principales de la pauvreté sont l'injustice sociale et la mauvaise gouvernance. Les États-Unis ont compris que la guerre au terrorisme ne pourrait pas être gagnée si nous ne faisions pas face aux racines de la pauvreté. C'est en partie grâce au développement durable que nous battrons le terrorisme. Il s'agit d'une tâche majeure que nous allons devoir affronter en suivant les axes mis en évidence lors du sommet de Monterrey en 2002 : croissance du secteur privé, développement social et bonne gestion des ressources. Nous ferons cela en mettant en place la politique la plus créative depuis la constitution de l'USAID. D'ici 2006, l'aide des États-Unis aux pays pauvres représentera 65 % de l'aide versée par le G7.

Hervé Gaymard

Ancien directeur de communication de Jacques Chirac pendant la campagne de 1995, puis secrétaire aux Finances puis à la Santé dans le gouvernement Juppé (1995-1997) et ministre de l'Agriculture du gouvernement Raffarin (2002-2004), Hervé Gaymard est ministre des Finances. Administrateur-fondateur de l'Association des Amis du professeur Lejeune, il est proche de l'Opus Dei.

« L'Europe est la première donatrice »

Source : Le Figaro
Référence : « L'Europe est la première donatrice », par Hervé Gaymard, *Le Figaro*, 5 janvier 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Suite au tsunami dans l'Océan indien, la France a annoncé une aide d'urgence de 20 millions d'euros, l'Union européenne une aide de 43 millions qui seront dépensées tout de suite. Il nous faudra évaluer plus tard le coût de la reconstruction et allouer les sommes en fonction. Pour l'aide d'urgence, il y aura une réunion le 6 janvier en Indonésie, puis sous l'égide des Nations unies le 11 janvier à Genève, ce qui permettra de clarifier tous les engagements financiers. L'ONU a jugé que les pays riches étaient pingres, mais notons que l'Europe a été la première donatrice et que la France, avec une aide au développement représentant 0,42 % de son PIB) est le premier pays du G7 dans ce domaine. Concernant l'aide aux pays touchés, il va falloir agir au cas par cas car il y a de grandes disparités de ressources selon les pays, de même tous les pays ne sont pas endettés de la même façon. Ainsi, l'Indonésie relève du Club de Paris, car elle est lourdement endettée avec une grosse dette bilatérale publique : la dette de la Thaïlande est négociable sur les marchés financiers et l'Inde a une dette qui ne représente que 20 % de son PIB. Pour un pays aussi lourdement endetté que l'Indonésie, il faut une action du Club de Paris, mais surtout du FMI qui peut, au choix, différer les échéances ou accorder une facilité exceptionnelle au titre de l'assistance d'urgence, un dispositif prévu dans ses statuts. Le président de la République s'est prononcé pour un moratoire de la dette des pays asiatiques et c'est sur quoi le Club de Paris devra se pencher lors de sa réunion du 12 janvier.
Il est difficile de savoir à présent quel sera l'impact économique de cette catastrophe. Personne n'en sait rien. Voilà pourquoi il faut raisonner au-delà du simple court terme et configurer le FMI pour qu'il soit prêt à réagir automatiquement, sans réunion, aux chocs exogènes de ce genre.

Sidney Blumenthal

« Les néo-conservateurs ont les mains à Aceh également »

Source : The Guardian
Référence : « The neocons have a hand in Aceh, too », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 6 janvier 2004.

Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon.Com.

Deux jours après le tsunami, George W. Bush était en vacances dans son ranch de Crawford et n'avait fait aucune déclaration publique. Les États-Unis offraient alors 15 millions de dollars, ce qui représente deux millions de dollars de moins que le salaire annuel le plus haut dans l'équipe de base-ball des Red Sox. Le 27 décembre, le coordinateur de l'aide humanitaire de l'ONU, Jan Egeland, décrivait les nations riches comme des « pingres » et le lendemain, Bill Clinton affirmait que face à ces horreurs, il fallait une puissante manifestation d'autorité. Aujourd'hui, le porte-parole de la Maison-Blanche rassure la nation sur le bon déroulement des vacances présidentielles, affirme que l'aide versée serait accrue de 35 millions de dollars et que le président avait en fait attendu d'avoir tous les éléments en main pour faire une déclaration.

En réalité, pour Bush, la guerre au terrorisme est l'alpha et l'oméga de la politique étrangère et il n'est pas venu à l'esprit de son administration qu'il serait de bonne politique de se montrer généreux avec une région musulmane. Finalement, une semaine après, face aux critiques, le président a recruté son père et Clinton pour trouver des fonds privé et les États-Unis offrent finalement 350 millions de dollars supplémentaire.

En fait, la catastrophe sert aujourd'hui à dissimuler la répression orchestrée par les militaires indonésiens contre les mouvements indépendantistes de Banda Aceh, une répression brutale qui emprunte sa justification à la rhétorique de la guerre au terrorisme et de la Guerre d'Irak. Depuis longtemps, Paul Wolfowitz milite pour annuler les restrictions aux aides aux militaires indonésiens, ne doutons pas qu'il va profiter de l'occasion pour renouveler ses efforts. Dans cette affaire, la carence morale accompagne le manque de stratégie claire.

Hubert Védrine, Henri Nallet

« Relancer le multilatéralisme et réformer l'ONU »

Source : Le Monde
Référence : « Relancer le multilatéralisme et réformer l'ONU », par Hubert Védrine et Henri Nallet, *Le Monde*, 6 janvier 2005.

Ancien porte-parole de François Mitterrand (1988-1991) puis secrétaire général de l'Élysée (1991-1995), Hubert Védrine est ancien ministre des Affaires étrangères français (1997-2002). Il est président de l'Institut François Mitterrand.

Ancien ministre français de la Justice (1990-1992), puis lobbyiste des Laboratoires Servier, Henri Nallet est vice-président de la Fondation Jean-Jaurès, une association émanant du Parti socialiste français et liée à la NED. Il est membre du Groupe de Bilderberg.

Après la réélection de George W. Bush, la réforme de l'ONU paraît moins que jamais à l'ordre du jour malgré la remise du rapport des 16 sages sur ce sujet commandé par Kofi Annan. Ce n'est pas la première proposition de réforme depuis la fin de la Guerre froide, mais les autres sont restés lettre morte faute d'accord des membres permanents du Conseil de sécurité. Toutefois, l'opportune initiative du secrétaire général, injustement pris pour cible par quelques sénateurs républicains, nous rappelle la nécessité d'une réforme.
Dans leur rapport, les sages rappellent les dangers qui pèsent sur la sécurité du monde, puis avancent prudemment deux possibilités de réforme : la première consiste à créer six nouveaux membres permanents sans droit de veto, un Européen, un Latino-Américain, deux Asiatiques et deux Africains et de nouveaux membres non permanents ; la seconde prévoit huit semi-permanents de plus (deux par continent) et un membre non permanent. Ils demandent également la formation de spécialistes de la médiation dans les conflits ethniques ou religieux et la création d'un nouvel organisme intergouvernemental chargé de la reconstruction post-conflit. Pour notre part, nous sommes arrivés à la conclusion que concernant le Conseil, la solution optimale consisterait à créer six nouveaux membres permanents : Japon, Inde, Allemagne, un Latino-Américain, un Africain et un Arabe, car le découpage par continent les exclut artificiellement. Le siège des trois derniers serait permanent, mais le titulaire pourrait changer tous les trois ou quatre ans si le groupe régional correspondant ne se mettait pas d'accord sur un seul pays. Ces nouveaux membres disposeraient bien sûr des mêmes prérogatives que les autres membres. Dans le même temps, la Charte de l'ONU serait réformée pour permettre que souveraineté nationale et veto puissent être suspendus pendant un temps limité, si cela était nécessaire pour porter assistance à une population en danger imminent, même contre le gré de son gouvernement.
Nous pensons qu'il ne faut pas s'arrêter à la seule réforme du Conseil de sécurité. Nous suggérons également :

- La relance du Conseil des tutelles, conçu autrefois pour conduire des territoires colonisés à l'indépendance et qui, réactivé, pourrait utilement coordonner la reconstruction de certains pays.
- La transformation du Conseil économique et social pour en faire une sorte de Conseil de sécurité économique.
- La création d'une assemblée consultative mondiale, regroupant des représentants qualifiés de la société civile mondiale et qui pourrait saisir et interpeller ce Conseil Ecosoc rénové, par exemple avant chaque Assemblée générale.

Il faut aussi envisager des réformes pour le FMI, la Banque mondiale et l'OMC

en transformant les instances de décision afin qu'elles soient plus représentatives de l'état du monde actuel et leur insuffler plus de légitimité et de responsabilité. De même qu'il faut réhabiliter le rôle de l'Organisation internationale du travail et créer une Organisation mondiale de l'environnement.
Malheureusement, ces propositions de réforme se heurtent aux détenteurs du pouvoirs dans les institutions internationales. C'est là qu'ont échoué toutes les propositions de réformes depuis dix ans. Toutefois, chaque proposition de réforme lance des idées qui « font leur chemin ». Tôt ou tard, la pression fera sauter le verrou et il faut nous tenir prêts à ce grand rendez-vous.

Michel Rocard

Michel Rocard est ancien Premier ministre socialiste français (1989-1991). Il est député au Parlement européen. Proche de George Soros, il est administrateur de l'International Crisis Group. Il est membre de la Commission indépendante sur la Turquie mis en place par le British Council et l'Open Society Insitute de George Soros.

« La campagne a fait apparaître un appétit de démocratie, avec l'espoir de sortir de l'impasse »

Source : Le Monde
Référence : « La campagne a fait apparaître un appétit de démocratie, avec l'espoir de sortir de l'impasse », par Michel Rocard, *Le Monde*, 08 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

L'élection palestinienne ne semble pas mal se présenter. La Commission électorale centrale palestinienne a incontestablement fait du bon travail et côté israélien, il y a une volonté manifeste de faire en sorte que tout se passe bien. Le message d'Ariel Sharon est qu'Israël a tout à gagner à ce que l'élection se passe bien et l'armée l'a bien compris, même si localement certains officiers peuvent poser problème. J'ai discuté avec Silvan Shalom et avec les généraux concernés par le retrait des troupes israéliennes des villes palestiniennes pendant 72 heures et ce retrait devrait être effectif. L'idéal aurait été, en fait, une coopération au niveau local entre l'armée et les responsables palestiniens des opérations électorales, mais je crains que cela ne soit pas possible partout.
Il y a eu des arrestations de candidats palestiniens par les troupes israéliennes, mais cela n'a plus eu lieu depuis huit jours, peut-être grâce à nos interventions. Aujourd'hui, les différents candidats palestiniens sont connus et même si les conditions ne sont pas idéales pour une élection, on peut noter que ce vote fait apparaître, chez les Palestiniens, un appétit de démocratie que je ne soupçonnais pas. En outre, suite à nos avertissements, les dirigeants palestiniens semblent avoir compris qu'ils ne pouvaient pas faire n'importe quoi et profiter impunément de leur situation.
L'exaspération d'électeurs, l'attitude de soldats à un check-point peut susciter des réactions violentes, mais on verra à la fin des opérations de vote.

Yossi Beilin

Yossi Beilin est ancien ministre de la justice israélien et l'un des principaux négociateurs des accords de Genève. Dissident du parti travailliste israélien, il est président du parti Yahad.

« Le nouveau dirigeant palestinien marche sur un fil »

Source : International Herald Tribune
, Le Monde
, Los Angeles Times
Référence : « The New Palestinian Leader's Tightrope Act », par Yossi Beilin, *Los Angeles Times*, 6 janvier 2005.
« Palestinian elections : Winning is the easy part », *International Herald Tribune*, 7 janvier 2005.
« Elections palestiniennes : une occasion rare », *Le Monde*, 9 janvier 2005.

Les résultats des élections palestiniennes ne seront pas une surprise : Mahmoud Abbas sera élu président de l'Autorité palestinienne et Mustapha Barghouti arrivera second. Les quatre autres candidats obtiendront des résultats négligeables. Pourtant, cette élection est un événement crucial puisqu'il s'agit de la première élection démocratique dans la monde arabe. Pour la première fois, le dirigeant ne sera pas choisi en fonction d'une appartenance dynastique ou dans le cadre d'un référendum où il est le seul candidat crédible, mais lors d'une élection où chaque candidat aura pu présenter son programme.
Abu Mazen est le successeur naturel de Yasser Arafat, mais il est difficile pourtant de trouver quelqu'un de plus différents d'Arafat. Ce n'est pas un dirigeant charismatique ou un imitateur de Castro qui fait des discours fleuve en tenue militaire. Je suis ami avec lui depuis le début des années 90 et j'ai trouvé en lui un homme calme, pas obsédé par le pouvoir, capable d'écouter les autres et de se laisser convaincre. Il a évolué avec le temps et a laissé derrière lui ses travaux indignes sur l'Holocauste. En dépit de son manque de charisme, Abu Mazen assumera la direction de l'Autorité palestinienne avec la légitimité dont il dispose compte tenu de son statut de « père fondateur » de l'OLP. En outre, il a le soutien des États-Unis, d'Israël et des Européens.
Il est difficile de savoir pourtant si cette opportunité débouchera sur la paix. Il va devoir trouver un moyen de faire cesser la violence du Hamas et du Jihad islamique et il n'y parviendra que par la négociation ou la force. Quelle que soit l'option, ce sera difficile et il faudra l'aider.

Natan Sharansky

Ancien dissident soviétique, Natan Sharansky est président et fondateur du parti Yisrael B'Alyia Anglos, membre de la coalition au pouvoir en Israël. Il est ministre sans portefeuille du gouvernement d'Ariel Sharon.

« Ce qui va se passer ensuite »

Source : Ha'aretz
Référence : « What goes on 'over there' », par Natan Sharansky, *Ha'aretz*, 7 janvier 2004.

Albert Einstein a un jour dit que la folie consistait à faire et refaire sans cesse la même chose en pensant obtenir des résultats différents. Voilà ce à quoi nous devrions réfléchir au moment des élections palestiniennes.
Israël doit faire son possible pour permettre aux Palestiniens de voter, mais nous ne devons pas croire pour autant que ces élections sont démocratiques car cela ne peut avoir lieu que dans une société où l'on peut exprimer librement ses opinions. Les observateurs internationaux déclareront sans doute qu'il n'y a pas eu de fraudes, pas plus qu'il n'y avait de fraudes dans les élections en URSS, il n'y avait qu'un seul parti. George W. Bush l'a bien noté en affirmant que cette élection ne signifiait pas l'arrivée de la démocratie mais le début d'un processus. Ce processus ne sera un succès que si nous avons appris des erreurs du passé. Oslo a échoué car on ne s'était pas préoccupé de la façon dont Yasser Arafat dirigeait son peuple. Rabin pensait qu'un manque de démocratie serait un atout pour combattre le terrorisme alors qu'au contraire ce type de régime a besoin d'un ennemi pour perdurer. La nouvelle direction palestinienne devra démocratiser la société palestinienne, laisser la parole à ses opposants et promouvoir une éducation ouverte et tolérante. Malheureusement, les politiciens et diplomates semblent moins préoccupés par cet aspect que par le soutien aux « modérés » pour combattre les extrémistes. Arafat avait profité de ce positionnement et Abu Mazen pourrait prendre la même voie.
George W. Bush a compris que la démocratisation de l'Autorité palestinienne était un impératif, mais je suis moins confiant en ce qui concerne la capacité du gouvernement israélien à saisir cette opportunité.

Dennis Ross

Dennis Ross a été directeur de la planification politique au département d'État sous la présidence de George Bush père. Il a

« Saisir les opportunités de l'après - Arafat »

Source : Gulf News
Référence : « Seize post-Arafat opening », par Dennis Ross, *Gulf News*, 07 janvier 2004.

Depuis 1994 et la signature de l'accord Gaza-Jéricho au Caire, quand Yasser Arafat avait perturbé la cérémonie , embarrassant Moubarak, l'Égypte a peu fait pour promouvoir les progrès entre Israéliens et Palestiniens hormis en accueillant des sommets ou en envoyant son chef du renseignement pour trouver un accord entre factions palestiniennes. Moubarak n'a jamais mis sa

été coordinateur pour le Proche-Orient sous l'administration Clinton. Il est directeur du Washington Institute for Near East Policy.

réputation en jeu.
Aujourd'hui, avec la mort de Yasser Arafat, l'Égypte a tourné une nouvelle page et a amorcé des avancée, construisant une zone industrielle avec Israël, acceptant sa présence dans le Sinaï pour éviter les arrivées d'armes à Gaza, libérant Azzam Azzam, prononçant des déclarations favorables à Ariel Sharon et soutenant Mahmoud Abbas tout en demandant à Marwan Barghouti de ne pas se présenter. Le retour de l'Égypte dans le processus est une bonne nouvelle, mais l'Égypte n'est pas les États-Unis et quelle que soit l'importance de l'implication du Caire, c'est avant tout de Washington dont la région a besoin. Les États-Unis doivent organiser une reprise des négociations et obtenir un cessez-le-feu. Ils doivent travailler avec les Européens pour aider à l'organisation de l'élection du président de l'Autorité palestinienne, puis du conseil législatif en mai. Il faut aussi les convaincre de dénoncer plus activement le terrorisme. Les États-Unis doivent travailler à la création d'un Fonds d'aide international pour les Palestiniens afin d'améliorer leurs conditions de vie et de permettre au Fatah de l'emporter sur le Hamas. Pour cela, il faut que les États arabes riches en pétrole soient mis à contribution.

Terje Roed-Larsen

Ancien architecte des négociations à Oslo, Terje Roed-Larsen a été coordinateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Proche-Orient (1993-1997 ; 1999-2004). Il est président de l'International Peace Academy de New York.

« Israël n'a rien à perdre à discuter avec la Syrie »

Source : Daily Star
Référence : « Israel won't lose by talking to Syria », par Terje Roed-Larsen, *Daily Star*, 05 janvier 2005.

Rétrospectivement, les historiens verront sans doute l'automne 2004 comme un moment crucial dans la diplomatie du Proche-Orient, mais sera-ce comme une nouveau commencement ou comme une opportunité ratée ? Une fenêtre s'est ouverte dans les relations israélo-syriennes avec la proposition de Bashar El Hassad de relancer les négociations.
Il faut saisir cette occasion et ce d'autant plus que, même en cas de bluff syrien, Israël n'a rien à perdre. J'ai rencontré le président syrien et je suis certain qu'il est, non seulement convaincu de l'intérêt d'une relance des négociations, mais qu'il veut également intégrer davantage son pays dans la communauté internationale. Cette impression de ma part a été renforcée par mes rencontres avec le ministre des Affaires étrangères syrien, le vice-Premier ministre et le ministre de l'information. Les Syriens sont sincères et des dirigeants arabes comme Hosni Moubarak ou Abdallah de Jordanie ont proposé leur médiation. Certains en Israël estiment qu'il faut d'abord se concentrer sur les Palestiniens et ne pas mener deux négociations en même temps, mais je ne vois pas où est le problème dans la tenue de négociations simultanées. Au contraire, un double engagement pourrait consolider l'orientation vers la paix puisque l'Autorité palestinienne et le gouvernement syrien discutent aujourd'hui également entre eux. La main tendue syrienne ne doit pas être repoussée.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .